



SCOLARITE DE DEMAIN

QUAND LA DG REFUSE D ENTENDRE LES CHARGES D ENSEIGNEMENT

Lors du GT National en date du 20/12/2017, la CGT Finances Publiques a clairement demandé le report de la scolarité de demain en septembre 2019.

Si les chargés d'enseignement et la CGT Finances Publiques demandent le report de cette réforme, ce n'est pas par opposition à toute modification de la scolarité actuelle, mais bien parce qu'ils souhaitent que la prochaine scolarité soit une formation de QUALITE, qui permette aux stagiaires d'aborder sereinement leur carrière dans l'exercice de leurs missions.

Cette demande de report repose sur des éléments concrets et factuels concernant l'état d'avancement des travaux mais également sur l'expérience et le savoir faire des enseignants.

A ce jour compte tenu des contraintes calendaires imposées par la DG, la construction de cette nouvelle scolarité ne peut parvenir à atteindre les objectifs initialement affichés par l'ENFiP.

Dès aujourd'hui, on constate un retard dans l'écriture de la scolarité du fait :

- De l'absence de ligne directrice claire et d'informations précises de la part de L'ENFiP. Des questions essentielles restent toujours en suspend notamment sur la mise à disposition de Base École pour l'ensemble des matières ;
- De la mise en place, sans aucune expérimentation en amont, de nouvelles méthodes de travail (nouvelle organisation des sections documentaires, nouvelle version de Scénari) qui désorganisent et ralentissent l'avancement des travaux.

Par ailleurs, cette réforme fait peser une charge de travail très importante sur les chargés d'enseignement.

En effet, malgré l'ampleur de cette réforme et un calendrier contraint, les enseignants doivent toujours assurer les missions principales : préparation des séances, cours auprès des stagiaires, mise à jour des autres scolarités, participation à la synergie FI/FC.....

Alors que les enseignants auraient besoin de temps pour concevoir cette nouvelle scolarité ceux-ci sont dans l'obligation de réfléchir et d'écrire dans l'urgence sans aucun recul.

L'ENFIP sous estime l'ampleur du travail restant à effectuer.

A ce jour, seule une partie des référentiels sont rédigés, et le gros reste à venir à savoir l'écriture de la scolarité. Compte tenu des heures à écrire (plus de 4000 heures) et du nombre de chargés d'enseignement au sein de l'ENFIP, **chaque enseignant va devoir écrire et scénariser pas moins de 6 modules (de 3 heures) sur les 10 mois à venir.**

La CGT a rappelé à l'administration ces faits ainsi que les mobilisations des personnels de l'ENFiP. Elle a dénoncé le mépris de la Direction Générale qui a refusé de recevoir les enseignants suite à ces actions mais aussi qui a du mal à leur laisser la parole en groupe de travail national.

Malgré ces nombreux signaux d'alerte, la DG ainsi que l'ENFIP considèrent qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer et qu'il n'y a aucune raison de repousser la mise en place de cette réforme.

La Direction Générale niant la réalité et faisant preuve de mépris parfois à la limite de la provocation, la CGT Finances Publiques a décidé de quitter la séance après avoir porté tous les éléments utiles.

La CGT Finances Publiques vous invite à vous réunir et à débattre sur ces sujets mais plus globalement sur l'avenir de la DGFIP. Construisons ensemble les luttes nécessaires au maintien de notre administration.